



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE N° 37-2023 AI DU**  
**relatif à la surveillance des sols et des eaux souterraines**  
**et à l'actualisation des prescriptions applicables**  
**à l'unité de valorisation énergétique de déchets (UVED)**  
**exploitée par le SIRCOB au lieu-dit "Kervoazou" à CARHAIX-PLOUGUER**

**22 JAN. 2024**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, notamment le livre V, en particulier la section 8 "Installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75 UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles" et les articles L.515-28 à L.515-31 et R.515-58 à R. 515-84 ;
- VU** la Directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 ;
- VU** la Décision (UE) 2019 du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux MTD applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 13-06AI du 31 mars 2006 imposant au SIRCOB des prescriptions complémentaires concernant l'exploitation de l'unité d'incinération de résidus urbains et assimilés située au lieu-dit "Kervoazou" à CARHAIX-PLOUGUER et autorisée par l'arrêté préfectoral n° 163-02A du 12 septembre modifié ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 46-2019AI du 23 octobre 2019 portant mise à jour du tableau de classement et modifiant la capacité annuelle de l'usine d'incinération de déchets non dangereux exploitée par le SIRCOB au lieu-dit "Kervoazou" à CARHAIX-PLOUGUER ;
- VU** le dossier de réexamen IED et le rapport de base transmis le 19 novembre 2020 par le SIRCOB et complété le 07 avril 2022 ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées (DREAL) en date du 29 avril 2022 ;

- VU** le projet d'arrêté porté le 17 mai 2023 à la connaissance du SIRCOB ;
- VU** la lettre du SIRCOB en date du 13 mars 2023 par laquelle il émet des observations sur le projet d'arrêté et ses prescriptions ;
- VU** la seconde lettre du SIRCOB en date du 13 mars 2023 par laquelle il demande la suppression des 3 prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2006 susvisé devenues obsolètes ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement spécialité installations classées en date du 25 août 2022 ;
- VU** le projet d'arrêté modifié porté le 05 septembre 2023 à la connaissance du SIRCOB ;
- VU** la lettre du SIRCOB en date du 14 septembre 2023 par laquelle il émet des observations sur le projet d'arrêté modifié ;

**CONSIDÉRANT** le fait que l'unité de valorisation énergétique de déchets (UVED) exploitée par le SIRCOB relève de la directive IED au regard des activités de traitement des déchets menées sur le site de Kervoazou à Carhaix-Plouguer ;

**CONSIDÉRANT** que les activités classées IED du site impliquent potentiellement l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que ces deux conditions cumulées ont conduit l'exploitant à élaborer un rapport de base définissant l'état de pollution du sol et des eaux souterraines sur le périmètre IED de l'établissement ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article R.515-60-f du code de l'environnement, il convient d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation des installations, et notamment, s'agissant des substances ou mélanges visés dans le rapport de base, celles relatives à la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines ;

**CONSIDÉRANT** que les articles 2.9, 5.1.7 et 5.1.3 de l'arrêté du 31 mars 2006 susvisé sont devenus obsolètes suite à des évolutions du cadre national et qu'il convient par conséquent de les supprimer ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions prévues à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 pour permettre l'arrêt du suivi en continu du fluorure d'hydrogène (HF) sont réunies et que, dès lors, il est possible de mettre un terme à ce suivi, moyennant le maintien de mesures semestrielles ponctuelles sur ce paramètre ;

**CONSIDÉRANT** que l'absence de tout élevage laitier sous les vents dominants du site ne permet plus le maintien d'un suivi des concentrations de dioxines dans le lait des vaches ;

**CONSIDÉRANT**, dès lors, que la prescription de l'article 3.2.6 de l'arrêté du 31 mars 2006 susvisé imposant ce suivi n'a plus lieu d'être ;

**CONSIDÉRANT**, dès lors, qu'il convient de mettre à jour l'arrêté du 31 mars 2006 susvisé ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRÊTE**

## **ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

L'arrêté préfectoral n° 13-06 AI du 31 mars 2006 autorisant le SIRCOB à exploiter une unité de valorisation énergétique de déchets (UVED) au lieu-dit "Kervoazou" à Carhaix-Plouguer est complété par les dispositions précisées dans les articles suivants.

## **ARTICLE 2 - AJOUT DE PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA SURVEILLANCE DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES ET AUX MESURES MISES EN ŒUVRE AFIN D'Y PRÉVENIR LES ÉMISSIONS POLLUANTES**

Un **TITRE 10 bis « Surveillance des eaux souterraines et des sols »** est ajouté à l'arrêté préfectoral du 31 mars 2006 :

### **Article 10 bis. 1 - Surveillance des sols et des eaux souterraines**

Un programme de surveillance de la qualité des sols et des eaux souterraines est mis en place selon les modalités suivantes :

- surveillance décennale des sols pour les paramètres suivants : hydrocarbures totaux, BTEX, COHV, HAP et métaux (arsenic, cadmium, plomb, cuivre, chrome, nickel, zinc et mercure) sur les points de sondage profonds repérés en **annexe 1** du présent arrêté : au niveau de la zone de transfert/chargement des mâchefers et refiom (sondage 1), de la cuve enterrée (sondage 2) et de la zone de dépotage de la chaux (sondage 3), ou, en cas d'impossibilité technique, sur des points dont la représentativité est équivalente.

- surveillance semestrielle des eaux souterraines pour les paramètres suivants : hydrocarbures, métaux (arsenic, plomb, aluminium, cadmium, chrome, fer, étain, cuivre, nickel, zinc et mercure), AOX, DCO, DBO<sub>5</sub>, cyanures libres, NO<sub>3</sub><sup>-</sup>, NO<sub>2</sub><sup>-</sup>, NH<sub>4</sub><sup>+</sup>, SO<sub>4</sub><sup>2-</sup>, F<sup>-</sup>, K<sup>+</sup>, Na<sup>+</sup>, Ca<sup>2+</sup>, Mg<sup>2+</sup> au point A en amont et aux points B et C en aval définis dans le plan en **annexe 2** du présent arrêté.

- En outre, une surveillance quinquennale sera réalisée sur les 7 piézomètres équipant le site, dont l'un au moins est situé en amont des installations.

### **Article 10 bis. 2 - Mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines**

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

## **ARTICLE 3 - SUPPRESSION DE LA SURVEILLANCE DES TENEURS EN DIOXINES/FURANES ET MÉTAUX DANS LE LAIT DES VACHES**

Le tableau de l'article 3.2.6 de l'arrêté du 31 mars 2006 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Matrice	Lichens	
	Dioxines/furanes	Métaux
Paramètres		
Nombre de points de contrôle	1	4
Périodicité	1 par an	1 par an

#### **ARTICLE 4 - SUPPRESSION DU SUIVI EN CONTINU DES ÉMISSION ATMOSPHÉRIQUES SUR LE PARAMÈTRE FLUORURE D'HYDROGÈNE (HF)**

Les prescriptions de l'article 3.2.5 de l'arrêté du 31 mars 2006 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

##### **"Article 3.2.5 - Surveillance des rejets - Autosurveillance**

Le programme d'auto-surveillance des rejets est réalisé dans les conditions suivantes :

<b>Paramètres</b>	<b>Unités</b>	<b>Modalités/Fréquences/Méthodes</b>
Température des gaz de combustion	°C	Continu — tous les jours
O <sub>2</sub> — H <sub>2</sub> O(*)	% - mg/Nm <sup>3</sup>	Continu — tous les jours
Poussières totales	mg/Nm <sup>3</sup>	Continu — tous les jours
CO	mg/Nm <sup>3</sup>	Continu — tous les jours
COT	mg/Nm <sup>3</sup>	Continu — tous les jours
HCl	mg/Nm <sup>3</sup>	Continu — tous les jours
SO <sub>2</sub>	mg/Nm <sup>3</sup>	Continu — tous les jours
NOx	mg/Nm <sup>3</sup>	Continu — tous les jours

(\*) : sauf lorsque les gaz de combustion sont séchés avant l'analyse des émissions.

L'exploitant établit et transmet à l'inspection des installations classées, à la fin de chaque mois calendaire, un rapport de synthèse reprenant pour le mois précédent :

- les résultats des mesures et analyses précisées au tableau ci-dessus dans les conditions permettant d'évaluer le respect des valeurs limites de rejet au sens de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;
- les niveaux d'activités de l'établissement ;
- les indisponibilités visées à l'article 3.2.2 ci-dessus ;
- les commentaires sur les dysfonctionnements, les dépassements de normes constatés, les mesures correctives mises en œuvre ou envisagées.

Au moins une fois par semestre, l'exploitant fait procéder par un organisme accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, à des mesures de l'ensemble des paramètres mesurés en continu cités ci-dessus. Dès réception, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.

Au moins une fois par semestre, une campagne de mesures à l'émission est effectuée par un organisme accrédité par le Comité Français d'Accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe :

- du cadmium et de ses composés ;
- du thallium et de ses composés ;
- du mercure et de ses composés ;
- du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se + Te) ;
- des dioxines et furannes ;
- du fluorure d'hydrogène.

Les résultats des teneurs en métaux doivent faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme. Dès réception, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées. "

## **ARTICLE 5 - SUPPRESSION DES PRESCRIPTIONS OBSOLÈTES**

Le chapitre 2.9 « Bilan décennal » de l'arrêté préfectoral n° 13-06AI du 31 mars 2006 est supprimé.  
L'article 5.1.7 « Valorisation des mâchefers » de l'arrêté préfectoral n° 13-06AI du 31 mars 2006 est supprimé.  
L'article 5.1.3 « Agrément des installations de valorisation des déchets d'emballages » de l'arrêté préfectoral n° 13-06AI du 31 mars 2006 est supprimé.

## **ARTICLE 6 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Rennes par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat dans le Finistère.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **ARTICLE 7 - INFORMATION DES TIERS**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère.

## **ARTICLE 8 - EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère et l'inspection de l'environnement spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée au SIRCOB.

QUIMPER, le 22 JAN. 2024

Le Préfet

Alain ESPINASSE

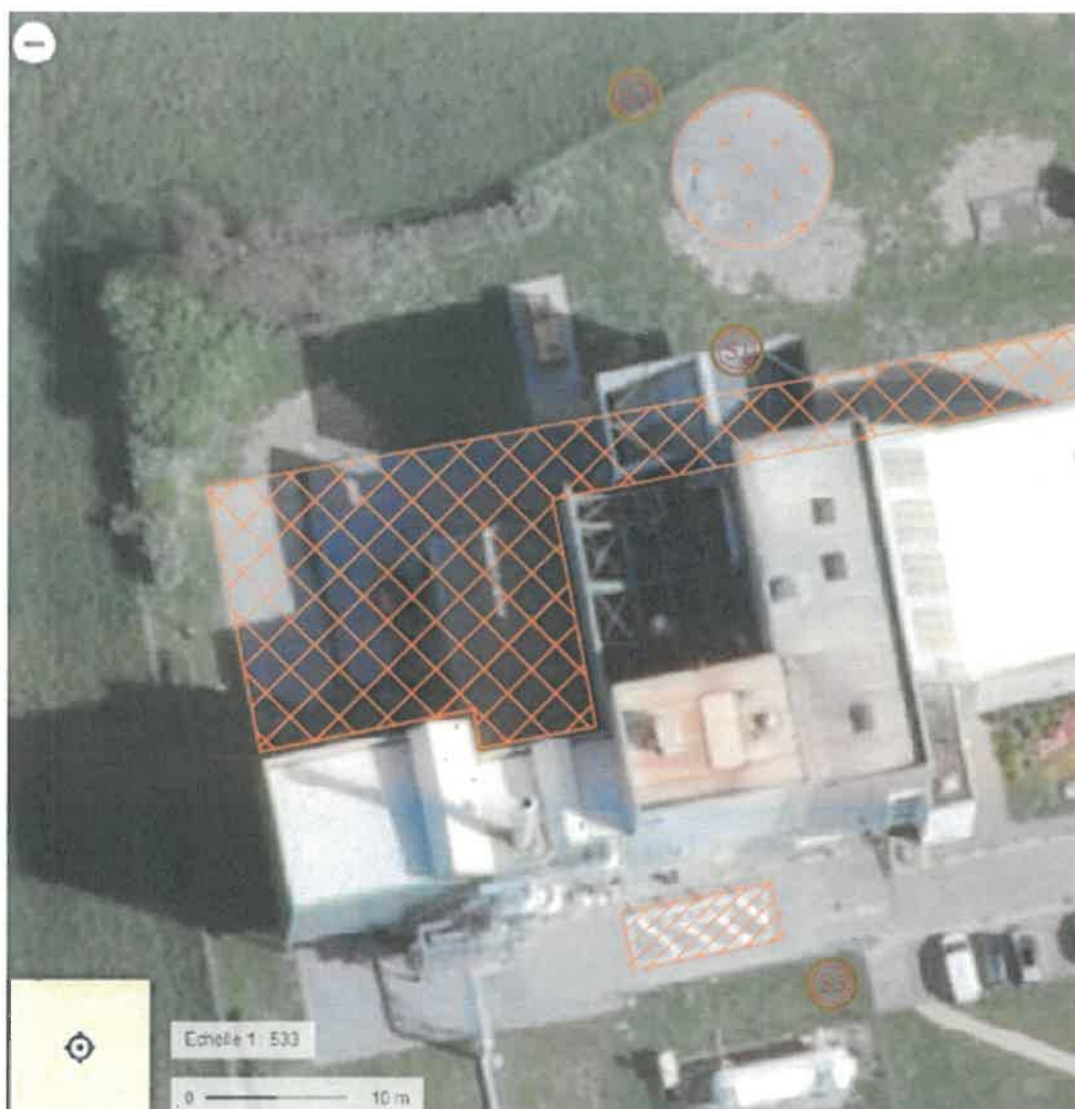
### **DESTINATAIRES :**

- Mme la sous-préfète de CHÂTEAULIN
- M. le maire de CARHAIX-PLOUGUER
- M. l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées – DREAL, UD29
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – SPPR, DRC
- M. le président du SIRCOB





## Annexe 1 - Plan d'identification des points de surveillance décennale des sols



## Annexe 2 – plan de localisation des points de surveillance des eaux souterraines

